

Édito

Mahsa,
notre sœur

Nicolas Charbonneau
Directeur des rédactions

Mahsa Amini avait 22 ans, elle avait les cheveux noirs de jais. De beaux cheveux dont quelques mèches dépassaient de son foulard quand la police l'a arrêtée car ce tissu n'était « pas assez islamique ». Mahsa a été battue jusqu'à tomber dans le coma et mourir trois jours plus tard. Depuis, les femmes iraniennes font preuve d'un courage exemplaire, qui bravent les mollahs les plus redoutables.

Elles défilent et revendiquent cette liberté qui leur est interdite, dansent et brûlent leur voile, sont menacées, battues, punies de coups de fouet ou emprisonnées, mais elles ne plient pas. Quand la répression se fait chaque jour plus rude, elles poursuivent, en leur nom et celui de Mahsa. Ces femmes sont exemplaires. Nous devrions, partout dans le monde, être leur porte-voix, les soutenir sans relâche, les assurer que leur combat pour la liberté est si noble et juste qu'il est naturellement le nôtre.

Pourtant, et c'est l'insupportable petite musique du moment, certaines voix préfèrent désormais évoquer la « police du vêtement » ici en France, au prétexte que l'abaya a été bannie des écoles, plutôt que dénoncer la « police des mœurs » iranienne. Il y a des combats qui interrogent, quand on ne pipe mot du sort des femmes invisibilisées et battues mais que l'on dénonce ce que l'on appelle une « idéologie réactionnaire » si l'on refuse que nos filles, nos compagnes, nos sœurs, nos mères... ne soient transformées en silhouettes fantomatiques. Comment supporter ces voix partisanes de tous les accommodements ?

Quand des femmes meurent sous les coups des mollahs pour avoir le droit de se débarrasser de ces tenues, il est intolérable qu'au pays des droits de l'homme, de la laïcité et des Lumières, on encourage le port, non par saine tolérance, mais par pur opportunisme électoral. Et il est salutaire de le dénoncer, haut et fort. Sous peine de succomber à la mithridatisation des esprits, ce long poison qui vous fait supporter à peu près tout, petite dose par petite dose jusqu'à en mourir. C'est au nom de ces femmes iraniennes, au nom du si beau visage de Mahsa qui revendiquait de pouvoir vivre libre, qu'il ne faut jamais renoncer.



« Le mur de la peur est tombé en Iran »

Malgré la violence de la répression, le combat des Iraniennes et des Iraniens pour la liberté, rallumé il y a un an par la mort en détention d'une jeune femme, Mahsa Amini, arrêtée pour un voile mal ajusté, se poursuit dans la clandestinité.

Séverine Cazes

C'EST UNE SCÈNE BRÈVE, deux minutes à peine, qui recèle toute la colère, la frustration et le courage des Iraniennes. La vidéo a été filmée un soir. Assise à l'arrière d'une voiture-taxi, une femme refuse de couvrir sa chevelure – ainsi que l'exige la loi depuis la révolution islamique de 1979. Furieux, le chauffeur sort du véhicule, muni d'une barre de fer. Il extirpe de force la passagère, la tirant par les pieds, les jambes, le buste... Des coups pleuvent. Un passant, âgé, tente de les retenir.

La femme ramasse l'une de ses chaussures (arrachées dans la bagarre) et savate à son tour le chauffeur « bassi-

dji », un milicien à la solde du gouvernement. On entend alors une voix jeune, probablement celle de la propriétaire du smartphone qui filme, dire d'un ton admiratif : « Elle est en train de le frapper cette ordure ! » Le vieil homme et un autre passant séparent enfin les deux lutteurs. La voiture s'en va. Épuisée, la femme s'assoit sur le bord du trottoir. Fin de la séquence... mais pas fin du combat.

Diffusée fin août sur les réseaux sociaux, cette vidéo s'est faufilée entre les barreaux numériques de la République islamique grâce aux VPN, ces outils informatiques qui permettent de contourner la redoutable surveillance d'Internet par les mollahs. Ceux qui l'ont postée

ont flouté la plaque d'immatriculation du véhicule. On ignore donc dans quelle province elle a été tournée mais, un an après le meurtre de Mahsa Amini, 22 ans, arrêtée par la police des mœurs le 13 septembre 2022 pour un foulard jugé « pas assez islamique », un tel acte de rébellion est susceptible aujourd'hui de se produire n'importe où dans le pays.

Le décès de cette jeune Iranienne d'origine kurde, Jina Mahsa Amini (son prénom kurde, Jina, signifie « vie »), après trois jours de coma à l'hôpital, a été le déclencheur du soulèvement populaire le plus long et le plus radical qu'ait connu l'Iran depuis 1999. Alors que le harcèlement des femmes





AFP/KEVCO TRIBOUILLARD

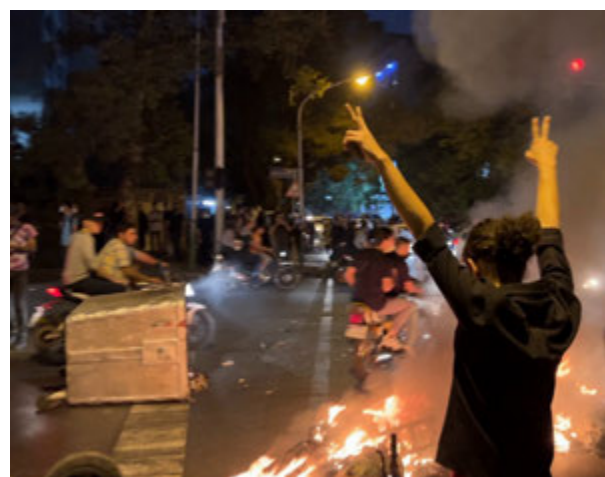
Téhéran (Iran) le 13 août. Selon les opposants en exil, « une majorité » de femmes osent désormais se montrer nu-tête dans l'espace public.

par la police des mœurs s'est durci après l'élection (courue d'avance) d'un président ultra-conservateur, Ebrahim Raïssi, en 2021, le sort de cette jeune vendeuse de vêtements, qui passait quelques jours de vacances avec son frère à Téhéran, a bouleversé l'opinion.

« Femme, vie, liberté », le slogan de la contestation

Durant quatre mois, manifestations de rue, grèves, attaques de commissariats et prises de position inédites de personnalités, d'artistes, d'actrices ou de chanteurs ont ébranlé le pouvoir. Même dans la ville religieuse de Mechhed, d'où est originaire le guide suprême, Ali Khamenei, on a entendu crier : « À bas le dictateur ! » Et aussi « Femme, vie, liberté », le slogan que s'est donné la contestation.

Au prix d'une répression féroce – au moins 500 tués, des milliers de manifestants emprisonnés et sept condamnés à mort exécutés par pendaison –, le régime est redevenu, début 2023, maître de la situation. Mais dans les



AFP

cœurs et dans les têtes, la donne a changé. Selon les opposants en exil interrogés en Turquie ou en France, « une majorité » de femmes osent désormais se montrer nu-tête dans l'espace public.

« Sortir dans la rue sans voile, c'est une façon de dire : On veut la chute du régime. Cela revient à porter de façon silencieuse mais visible la volonté de contestation révolutionnaire », décrypte l'anthropologue Chowra Makaremi*. Elles bravent les nouvelles sanctions instaurées au printemps : confiscation de leur voiture, fermeture de leur compte bancaire, amendes, etc.

Autre fait inédit : le regard collectif sur ces audacieuses a changé. « Il y a un an, cette passagère du taxi aurait été prise pour une folle, littéralement, une inconsciente. Avec le mouvement Femme, vie, liberté, la valeur courage a émergé et a remplacé la prudence et la patience prônées par la résistance iranienne depuis des décennies », poursuit la chercheuse au CNRS qui, grâce aux « spaces » de discussion de X (ex-Twitter) et à l'application Clubhouse, dispose d'un poste d'observation à distance de la société iranienne. « Bien sûr, la peur est présente, note Chowra Makaremi. Ce serait absurde de dire qu'elle est absente. Mais les Iraniens s'encouragent maintenant mutuellement. Le mur de la peur est tombé. »

Zeinab Kazemi est de cette trempe-là. En février 2023, lors de l'Assemblée des ingénieurs de Téhéran, cette professionnelle du BTP s'insurge d'être disqualifiée car elle ne respecterait pas le port obligatoire du voile. La vidéo dans laquelle on la voit jeter son hijab en quittant la scène est devenue virale.

Surprise : dans ce cénacle officiel, elle est à la fois huée... et applaudie. Sept mois plus tard, Zeinab Kazemi a été condamnée à 74 coups de fouet pour « atteinte à la décence publique ». Une peine avec sursis qui sera appliquée si elle commet une autre « infraction pénale ».

Des funérailles qui mettent le feu aux poudres

Le premier coup de burin a été donné à Saqqez, la ville natale de Jina Mahsa Amini au Kurdistan iranien (nord-ouest du pays). Le 17 septembre 2022 à l'aube, trois ambulances venues de Téhéran ramènent sa dépouille, ainsi que sa famille et des agents de renseignement. Les autorités font pression sur le père pour qu'il déclare que sa fille souffrait de problèmes de santé. Il ne plie pas. Et appelle les habitants à se rendre, à 9 heures, aux funérailles.

Ce samedi-là, Diako, un professeur de lycée de Saqqez, aujourd'hui réfugié en France, a joint sa peine et sa colère à celles des autres. « Les forces de sécurité ont essayé d'enterrer Jina en vitesse. Mais les gens avaient été prévenus la veille par des activistes locaux et ils s'étaient rendus très tôt au cimetière. Nous étions déjà des milliers. Le silence était pesant et inquiétant. Vers 9 h 30, un responsable syndical a pris la parole en disant : Elle aurait pu être votre fille, votre sœur. Alors la foule s'est mise à crier : À bas le dictateur ! Nous n'avons pas peur, et Femme ! Vie ! Liberté ! »

Ici, on connaît les codes de la résistance. La foule se dirige en cortège vers la place Qods, le siège des autorités, au centre-ville. « Déjà au cimetière, les femmes avaient ôté leur voile, se souvient Diako. En début d'après-midi, les policiers ont tiré avec des gaz lacrymogènes et des armes non létales. Trois personnes ont été blessées à l'œil ce jour-là, mais, heureusement, il n'y a pas eu de tué. » Pas encore. Emprisonné déjà à trois reprises et menacé de huit ans de prison, le trentenaire a fui l'Iran fin 2022. Il n'oublie pas la stèle posée ce jour-là dans le cimetière planté d'arbres fruitiers de Saqqez : « Chère Jina, ton nom est notre code de ralliement. »

Une profusion d'images et de symboles

L'écho de ces obsèques, très politiques, est immédiat. Le 18 septembre, certains jour-



Téhéran (Iran), septembre 2022.

Le soulèvement populaire après l'annonce de la mort de la jeune femme a duré quatre mois. Le plus long et le plus radical qu'a connu le pays depuis 1999. À droite, intervention, à moto, de la police.

naux réformistes mettent à la une la photo de Mahsa Amini et dénoncent les excès de la police des mœurs, tandis que les médias conservateurs et d'État condamnent les « rumeurs », les « mensonges » et la main de l'étranger derrière les premières manifestations. Trop tard. Le slogan « Femme, vie, liberté » investit simultanément deux espaces, la rue et les réseaux sociaux.

L'avocate iranienne Forough Sheikholeslami, 32 ans, se trouve alors en voyage en Turquie. « J'ai protesté et rendu compte de la révolution en cours sur Instagram, Twitter (aujourd'hui appelé X) et Telegram », nous écrit-elle depuis un lieu tenu secret, toujours en Turquie (elle a été condamnée par contumace en août 2023 à dix ans de prison pour « propagande contre le régime » et « incitation à la corruption et à la prostitution »). Cette activiste féministe relaye le flot de vidéos du mouvement, très prolixes en images.

La nuit, des poubelles brûlent, des habitants crient leur soif de liberté et de justice depuis les toits, comme durant les longs mois qui précéderont la révolution de 1979. Le jour, des jeunes posent hilares devant les affiches de propagande rappelant l'obligation du voile. Des étudiantes se tiennent debout au milieu d'une avenue, tête nue, poing levé.

Ici, une femme fait tomber le turban d'un mollah qui marche dans la rue. Là, des écolières jouent à la marelle sur les portraits du guide suprême. Un sacrilège ! Des vidéos montrent des femmes dansant devant un feu, jetant leur foulard et applaudies par une foule... composée notamment d'hommes.

D'autres femmes – des mères, des filles, des sœurs – se filment en train de couper une poignée de leurs cheveux, ou de se raser la tête, en signe de deuil et de soutien aux premiers manifestants arrêtés ou assassinés. Selon Amnesty International, la moitié des manifestants tués à l'automne 2022 étaient

issus des minorités kurdes et baloutches.

Même les footballeurs se montrent solidaires des manifestants. Du moins, dans un premier temps. Lors du match amical Iran - Sénégal en Autriche, le 27 septembre, ils défient les autorités en portant une parka noire, sans logo ni blason, durant l'hymne national. Ils restent muets, tête basse. Rebelote lors du premier match de l'Iran à la Coupe du monde au Qatar, mi-novembre. Mais soumis à de fortes pressions, au deuxième match, les stars du foot iranien rentrent dans le rang et chantent l'hymne. Des sifflets retentissent alors dans le stade et en Iran. Du jamais-vu.

« Le ciment du régime se fissure »

« L'équipe de foot nationale a été huée, des portraits de Khamenei et de Soleimani (général iranien très populaire, assassiné en 2019 par une frappe américaine) ont été brûlés. Ces deux faits sont très importants car cela montre que le sentiment national diminue. Ce ciment du régime se fissure. Les Iraniens se disent occupés par une clique corrompue qui réprime pour se maintenir au pouvoir. C'est le sens du slogan Je me battrais, je mourrai, je récupérerai l'Iran, l'un des plus chantés dans les manifestations », relève Chowra Makaremi.

À l'approche du premier anniversaire du soulèvement, le régime a intensifié de nouveau sa répression. Des dizaines de militants ont été convoqués ou arrêtés depuis la mi-août, et les familles de victimes menacées pour les dissuader de rendre hommage à leurs proches disparus. Quant aux deux journalistes Niloofar Hamedi et Elaheh Mohammadi, qui ont enquêté sur l'histoire de Mahsa Amini, elles sont en prison depuis un an. Accusées de « complot et rébellion contre la sécurité nationale » et de « propagande contre l'État », elles encourrent la peine capitale.

À Saqqez, un oncle de Mahsa Amini a été arrêté et est détenu depuis le 5 septembre dans un lieu inconnu. L'avocat de la famille, un notable kurde, encourt un procès. Et pourtant, il y a quelques jours, les parents de la jeune femme ont posté une photo d'elle en manteau noir et foulard, laissant voir quelques mèches de ses cheveux sur Instagram, avec cette promesse d'airain : « Nous célébrerons l'anniversaire du décès de notre fille sur sa tombe. »

* Son livre « Femme ! Vie ! Liberté ! Échos d'un soulèvement révolutionnaire en Iran » vient d'être publié aux éditions La Découverte.



Chère Jina, ton nom est notre code de ralliement

Message écrit sur la stèle de Jina Mahsa Amini



La dépouille de Mahsa Amini, 22 ans, arrêtée par la police des mœurs le 13 septembre 2022, avait été ramenée dans son village le 17 septembre.